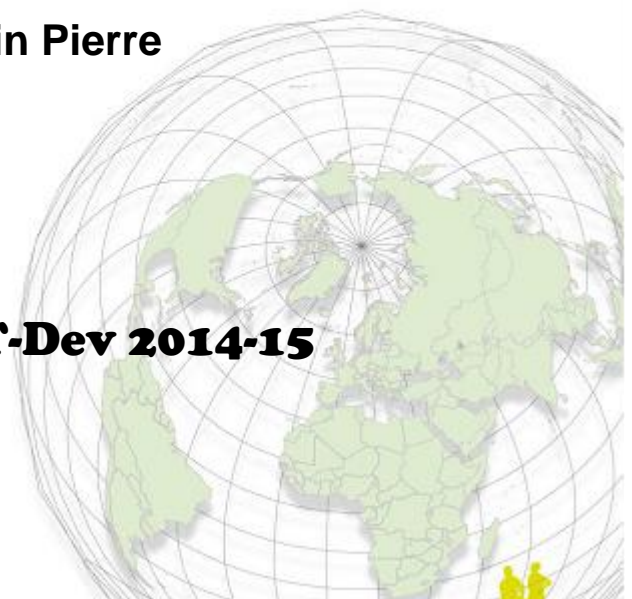


Les écolabels fournissent-ils des services environnementaux ? *Enseignements de filières agricoles au Costa Rica et Madagascar*

Jean-Francois Le Coq, Georges Serpantié
Fano Andriamahefazafy, Fernando Saenz-Segura
Roy Mora-Vega, Romain Pierre

Document de travail ART-Dev 2014-15

**Juin 2014
Version 1**



Les écolabels fournissent-ils des services environnementaux ?

Enseignements de filières agricoles au Costa Rica et Madagascar

Jean-Francois Le Coq¹, Georges Serpantié², Fano Andriamahefazafy³
Fernando Saenz-Segura⁴, Roy Mora-Vega⁴, Romain Pierre²

¹ UMR ART-Dev ; ² IRD - UMR GRED ; ³ C3ED Madagascar ; ⁴ UNA – CINPE

Résumé

Les notions de services écosystémiques et de services environnementaux (SE) connaissent un engouement important pour repenser les relations homme / nature, et inspirer la mise en place de nouveaux mécanismes en faveur de la conservation. Alors que les écolabels peuvent être pensés comme des outils pour la conservation, nous explorons les relations entre les écolabels et la notion de SE. Si l'analyse des cahiers des charges révèle des liens directs et indirects entre les normes de ces écolabels et la fourniture de SE, la notion de SE n'est pas mobilisée de manière explicite par les promoteurs de ces écolabels. Par ailleurs, l'analyse de 4 cas de mise en œuvre d'écolabels au Costa Rica et à Madagascar montrent les limites de la capacité des écolabels en termes de fourniture de SE et permet d'identifier les principales conditions pour que ces derniers favorisent effectivement la fourniture de SE.

Mots-clés : Ecolabel, Norme, Filière, Services Environnementaux, Services Ecosystémiques

Title

Do ecolabels provide environmental services? Lessons from agricultural commodity chains of Costa Rica and Madagascar

Abstract

The notion of Ecosystem services and Environmental Services (SE) is gaining importance in redesigning human / nature relationships and designing new pro-conservation mechanisms. As Ecolabel can be considered as tools for conservation, we explore the relationship between Ecolabel and the ES notion. Although the analysis of Ecolabel standards shows direct and indirect links between ES provision and Ecolabel standards, the ES notion is not mobilized in an explicit way by the Ecolabel promoters. Moreover, the analysis of the 4 cases of implementation of Ecolabel in Costa Rica and Madagascar enable to identify some limits of the capacity of the Ecolabel regarding ES provision and main conditions for a better efficiency of Ecolabel implementation in promoting the ES provision.

Keywords: Ecolabel, Standards, Value Chain, Environmental Services, Ecosystem services

Pour citer ce document :

J-F. Le Coq, G. Serpantié, F. Andriamahefazafy, F. Saenz-Segura, R. Mora-Vega, R. Pierre, 2014, Les écolabels fournissent-ils des services environnementaux? Enseignements de filières agricoles au Costa Rica et Madagascar. Document de travail ART-Dev 2014-15.

Auteur correspondant : jean-francois.lecoq@cirad.fr

1 – Introduction

Vulgarisées par le *Millenium Ecosystem Assessment* (MEA) et les agences d'appui au développement durable, les notions de service environnemental et service écosystémique (SE) ont connu un développement important dans le monde de la recherche (Méral, 2012). Représentant les services que nous rendent les écosystèmes naturels, et donc que nous rendent indirectement ceux qui les protègent, ce concept a été mis en pratique dans les programmes de sensibilisation à la conservation mais aussi dans des dispositifs incitatifs tels que les Paiements pour Services Environnementaux (PSE). Ceux-ci ont été particulièrement mis en œuvre dans les pays tropicaux pour la préservation des espaces forestiers (Pagiola et al., 2002; Wunder et al., 2008), parfois dans le cadre de la mise en œuvre d'un nouveau type d'aire protégée, les corridors biologiques forestiers (Andriamahefazafy et al., 2012).

Aux côtés de ces PSE, les Écolabels¹ conçus pour fournir plus d'informations aux consommateurs sur les impacts environnementaux de leur consommation, et encourager les producteurs, gouvernements et autres agents à rehausser les exigences environnementales de leurs produits ou services (Gallastegui, 2002), sont désormais également considérés comme des instruments de marché pour promouvoir la biodiversité et les SE (Pirard, 2012). Ainsi, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) met leur rôle potentiel en exergue pour aider à maintenir et même développer la biodiversité (Cavrois, 2009). De fait, ils accompagnent de plus en plus les démarches environnementalistes (Gazhoul et al., 2009, Ghazoul, 2011).

Toutefois, la littérature faisant le lien entre le concept de SE et les écolabels reste limitée (Chervier, 2011). Les effets de ces dispositifs sur la fourniture des SE restent en débat (Le Coq et al., 2011).

A partir d'études de quelques cas d'écolabels mise en place sur des produits agricoles au Costa Rica et à Madagascar, nous nous proposons d'analyser le degré d'insertion actuel de la notion de SE dans les écolabels ainsi que l'efficacité environnementale de ces derniers en termes de production de SE.

Après avoir établi un cadre d'analyse liant SE, écolabel et filières agricoles, nous présenterons notre méthodologie, puis analyserons: i) comment la notion SE est mobilisée dans trois écolabels :

¹ Ou « certifications environnementales »

Agriculture Biologique (AB), Rainforest Alliance (RA) et la marque « Landin' Itasy »², ii) comment ces écolabels sont mis en œuvre dans les filières café et ananas au Costa Rica, Vanille et Soie à Madagascar. Nous discuterons alors de leurs effets en terme de production de SE, avant de conclure en proposant quelques pistes pour favoriser la promotion de SE par les écolabels.

2. SE, écolabel et Filière agricole : un cadre d'analyse

2.1. SE, définitions et typologies

La notion de service écosystémique, conçue dans les années 1970 par des écologues impliqués dans la conservation (Daily, 1997) et reprise par l'économie écologique (Costanza et al., 1997) se définit comme les « bénéfices obtenus des écosystèmes » (MEA, 2005). La caractérisation de ces services écosystémiques a fait l'objet de débat, mais le classement aujourd'hui le plus utilisé est celui du Millenium Ecosystem Assessment qui considère quatre catégories de services : approvisionnement, régulation, culturels, de support (MEA, 2005).

Parallèlement, la notion de services environnementaux, souvent associée à la notion de PSE s'est développée à la fin des années 90 (Méral, 2012) créant une confusion des termes. Pour clarifier le panorama, Aznar et al. (2007) distinguent le concept de service écosystémique, issu d'un point de vue biocentré, de celui de service environnemental qui relève d'une logique anthropocentrée et pour lesquels deux types coexistent, selon qu'il existe ou non la médiation d'un marché : le « service-prestation » e.g. l'industrie de dépollution (Aznar et Perrier-Cornet, 2003; Aznar et al., 2007) ou, s'il n'y a pas de marché, le « service-externalité » où le service environnemental est vu comme une externalité positive involontaire. Une politique environnementaliste consisterait alors à prendre des mesures d'incitation à la production d'externalités positives (Aznar et al., 2007). Dans l'esprit de ses utilisateurs, le terme service environnemental est donc automatiquement associé à un paiement, soit au titre d'une prestation, soit comme dispositif incitatif. Les services environnementaux (ou plus précisément ces SE «externalité») relatifs à la forêt sont généralement classés en quatre types

² Traduction en français : « Soie de l'Itasy ». Itasy est une région située à une cinquantaine de kilomètres à l'Ouest de la Capitale Antananarivo (Hautes Terres).

(Wunder et al., 2008): atténuation d'émission de gaz à effet de serre, conservation de la biodiversité, services hydrologiques et beauté scénique (ou services récréatifs).

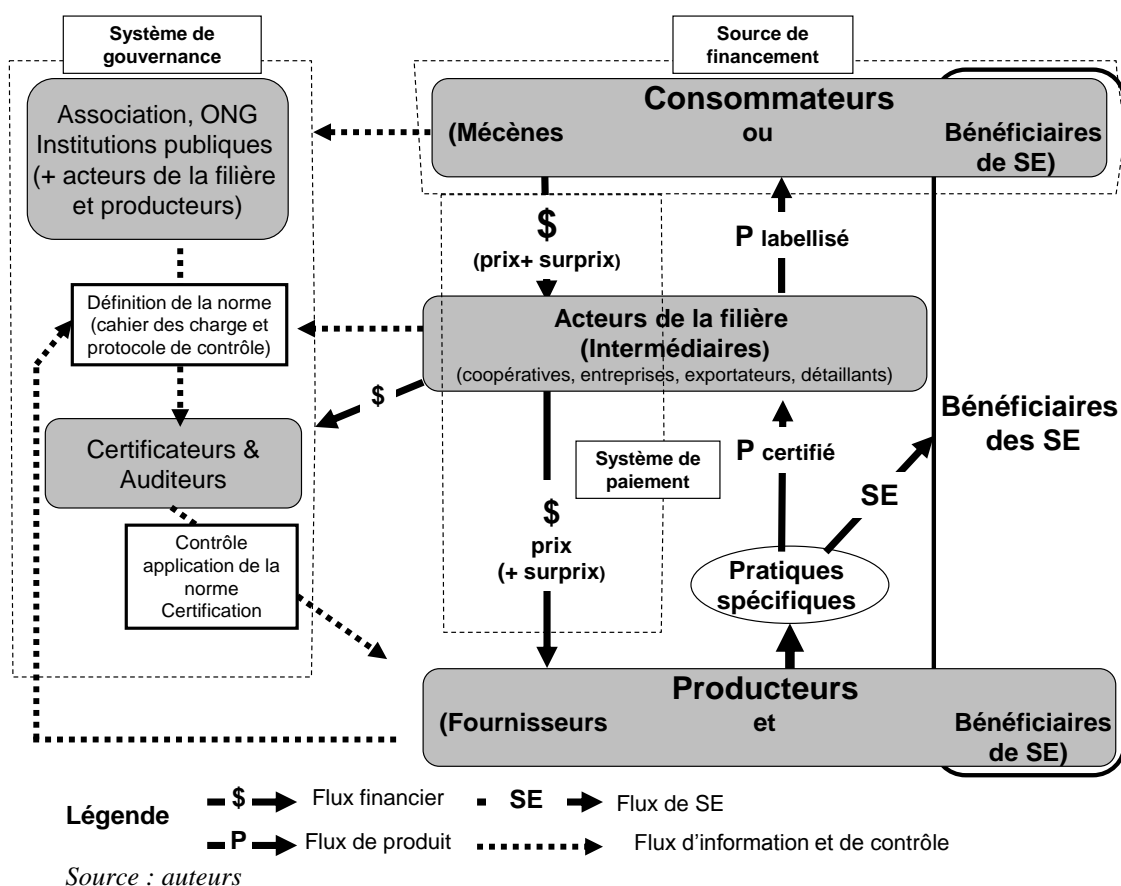
2.2. SE et filières écolabélisées de produits agricoles

Les caractéristiques des écolabels et des PSE sont relativement proches en termes d'incitation directe et de niveau d'incitation économique pour la conservation (Wunder, 2005). Les dispositifs de labels et de PSE ont aussi en commun un système de financement, un système de paiement et un système de gouvernance (Figure 1). En intégrant dans le revenu des producteurs les gains de bien-être global engendrés par des pratiques de production plus durables (Mollard, 2002), les écolabels rémunèrent, comme les PSE, des externalités positives. Ils possèdent néanmoins quelques caractéristiques propres, que sont : l'importance des intermédiaires par lesquels transitent les signaux informations et de prix le long de la filière, ainsi qu'une forme de rémunération liée à la quantité de produit vendu et non aux espaces concernés (Le Coq et al., 2011).

Les nombreux points communs ne suffisent cependant pas à confondre ces dispositifs. La fourniture de SE par le label suppose une intentionnalité partagée des acteurs inscrits dans la démarche de qualification, renvoyant ensuite à un cadre d'échanges (contrat plus ou moins formel, normes de qualités, compétences) (Aznar et Perrier-Cornet, 2003). Obtenir cette intentionnalité implique des efforts de sensibilisation des consommateurs ou de valoriser seulement les préoccupations environnementales populaires (statut sanitaire des aliments, climat, etc.) issues des motivations majoritairement « égoïstes » de ces derniers (Grolleau et al., 2011).

Les acteurs participant au système de gouvernance du label jouent un rôle essentiel dans la définition des normes et la mise en œuvre du label (figure 1). Ces acteurs sont des clés pour crédibiliser le signe de qualité que représente le label, et développer la portée et la popularité du label. Il convient donc de prendre en compte les rôles et les stratégies des différents acteurs des filières et de la gouvernance du label dans la fourniture et le financement de SE.

Figure 1 : Ecolabel, filières agricoles, et SE



3. Cas d'études et démarche méthodologique

3.1. Les études de cas et leur contexte

Pour analyser le lien entre écolabel et SE, nous avons choisi d'étudier 4 cas d'initiatives d'écolabélisation de produits agricoles et leur mise en œuvre de deux pays du Sud, reconnus pour leurs enjeux environnementaux : le Costa Rica et Madagascar (Tableau 1).

Tableau 1 : Cas d'étude

Label	Biologique	Biologique	Rainforest Alliance	Marque « Landin' Itasy »
Pays	Costa Rica	Madagascar	Costa Rica	Madagascar
Produits	Ananas et Café	Vanille	Ananas et Café	Soie sauvage et d'élevage

Sources : auteurs

Nous avons retenu deux cas de pays caractérisés pour leur remarquable biodiversité au niveau mondial et qui ont connu (cas du Costa Rica) ou connaissent encore (cas de Madagascar) des taux de déforestation élevés. Comme de nombreux pays tropicaux, ils connaissent des problèmes de

dégradation des sols et de pollution (résidus de produits phytosanitaires au Costa Rica, déchets miniers à Madagascar). Toutefois, ces deux pays sont dans des situations contrastées quant à leur niveau de revenus et dynamique de développement, leurs institutions et politiques publiques, ainsi que leur type d'agriculture. Le Costa Rica est un pays à revenu intermédiaire, reconnu pour avoir mis en œuvre des politiques de conservation efficaces fondées sur la création d'un important réseau d'aires protégées (Evans, 1999; Steinberg, 2001). Alors que les institutions et la politique de conservation y sont consolidées, l'intégration de la dimension environnementale dans l'agenda agricole reste très en retrait. L'agriculture costaricienne reste très fortement dominée par des systèmes de production intensifs pour des filières d'exportation, tel que l'ananas, la banane ou le café. Ainsi, paradoxalement, ce pays à l'image verte est aussi l'un des plus grands consommateurs de produits phytosanitaires à l'hectare. A l'inverse, Madagascar, pays à faible Indice de Développement Humain, n'est pas un pays à l'environnement menacé par le productivisme agricole industriel. Mais sa biodiversité unique et ses ressources naturelles sont en danger du fait d'une densité démographique rurale croissante, de la faiblesse des institutions publiques et de l'aide au développement, ainsi que de la pauvreté d'ensemble et des convoitises d'un marché mondialisé. Les aires protégées toujours plus nombreuses sous l'influence des ONG et bailleurs internationaux furent bien souvent des échecs relatifs dus au manque de moyens pour faire respecter les zones d'exclusion et au manque d'adhésion des populations locales (Bertrand et al., 2009). Ces limites deviennent encore plus évidentes durant les périodes de défaillance de l'Etat³, perçues par les populations comme des périodes de relâchement des règles, laissant libre cours aux stratégies individuelles et à la pression des marchés de minerais et de bois précieux (Ballet et al., 2010).

En termes d'écolabel, nous avons retenu le cas emblématique de l'Agriculture Biologique (AB), en prenant les cas de la filière café et de celle de l'ananas au Costa Rica, ainsi que celle de la vanille à Madagascar, trois cultures d'exportations d'importance nationale dans ces deux pays. Nous avons retenu également 2 cas de labels privés : i) le cas de Rainforest Alliance (RA), un label développé à la fin des années 80 par un réseau d'associations latino américaines, le réseau d'agriculture durable

³ Madagascar a connu plusieurs crises politiques, conséquences de renversements extra-constitutionnels de régime (1972, 1991, 2002, 2009). Ces évènements ont fragilisé l'autorité et la continuité de l'Etat.

(Sustainable Agriculture Network - SAN) et qui a connu un essor très rapide ces dernières années, en terme de types de produits concernés⁴, de nombre de pays impliqués et de demande sur les marchés ;
ii) le cas de la marque « Landin'Itasy », marque privée développée par l'ONG CITE à Madagascar pour promouvoir un territoire, y activer des ressources territoriales (savoirs-faires, produits..) et soutenir les formes de gestion communautaire des forêts de Tapia produisant les matières premières (vers à soie d'élevage et chenilles sauvages).

3.2. Démarche méthodologique

Afin d'analyser la relation entre SE et écolabel, nous avons réalisé deux types d'analyses.

Le premier a consisté en l'analyse de l'intégration de la notion de SE au niveau du système de gouvernance du label. Pour ce faire, nous avons réalisé des entretiens auprès des concepteurs et promoteurs des labels, afin d'appréhender si et comment la notion de SE avait pu être intégrée dans le processus de définition de leurs normes et cahiers des charges. Nous avons également étudié les différents cahiers des charges et normes de ces labels afin d'identifier et d'analyser dans quelle mesure les critères de la norme pouvaient contribuer à favoriser la fourniture de SE.

Le second consistait en l'analyse de la mise en place de ces labels au niveau des producteurs et des acteurs locaux de territoires au Costa Rica et à Madagascar. Sur la base d'entretiens qualitatifs réalisés auprès d'acteurs locaux, il s'agissait d'appréhender les motivations et stratégies des promoteurs nationaux ou locaux des écolabels et des acteurs des filières (producteurs et commerçants), et d'analyser les implications de la mise en oeuvre de ces labels dans la fourniture locale de SE.

4. Résultats

4.1. Label et mobilisation du concept de SE

Alors que les trois labels retenus ont tous un lien potentiel avec la protection de l'environnement, ils diffèrent par le niveau d'intégration de cette problématique. Pour le label AB, la conservation n'est pas la motivation principale, mais la « naturalité » du processus de production, qui va de pair avec une

⁴ Ce label est présent sur de nombreux produits, notamment des produits de grande exportation, comme le café ainsi que ceux connus pour leur impacts négatifs sur l'environnement, comme historiquement la banane ou plus récemment l'ananas (Mora-Vega et al., 2012)

préoccupation centrale pour la sûreté des aliments et la santé du consommateur et du producteur. Les labels RA et « Landin'Itasy » sont plus clairement orientés vers la conservation de la biodiversité. Le label RA est né de la volonté de modifier les pratiques intensives et néfastes pour l'environnement des grandes cultures d'exportation, et notamment celle de la banane, alors que la marque « Landin'Itasy » a été développée localement pour donner de la valeur à la soie de l'Itasy, et notamment la soie sauvage liée au mode de gestion communautaire des forêts naturelles à *Uapaca bojeri (tapia)*, aliment des vers à soie sauvage.

Si la volonté de préserver l'environnement est commune à ces différents labels, les entretiens auprès des concepteurs des normes de ces labels montrent en revanche une diversité d'approches et une faible mobilisation explicite du concept de SE pour justifier les cahiers des charges et les critères qui les composent. Bien que tous conscients de l'importance des enjeux de la conservation pour la vie humaine, la très grande majorité des personnes rencontrées méconnaissait le concept de SE et avait une connaissance très vague du MEA⁵.

Une analyse détaillée des cahiers des charges des différents labels étudiés permet cependant de mettre en lumière certaines relations entre les critères de ces derniers et la fourniture de SE-externalités (Tableau 2a) et de services écosystémiques (tableau 2b). Des différents labels, seul le label RA intègre explicitement des critères liés à la notion de SE⁶. Il inclut l'enrichissement de l'agro-écosystème (ou son maintien), afin de fournir un habitat forestier et augmenter la biodiversité naturelle, ce qui peut contribuer à fournir les autres services écosystémiques liés à l'habitat forestier (services de support et de régulation), notamment au bénéfice du producteur, en abritant des prédateurs des ravageurs du café).

Dans les labels AB et Landin Itasy en revanche, ce n'est qu'indirectement que l'adoption du cahier des charges peut concourir à fournir les quatre SE-externalité cités plus haut. Ce caractère indirect implique beaucoup de conditions de mise en œuvre pour que les SE soient effectivement délivrés. Ainsi, les labels n'offrent qu'une garantie conditionnelle qu'ils soient effectivement produits. En

⁵ Pour plus de détails, sur le cas de RA, voir Mora et al. (2012), pour le cas de Bio équitable et Landin'Itasy voir Pierre (2011) et Andrison (2011).

⁶ En 2005, RA a incorporé dans sa norme les concepts de «services environnementaux» (à l'intérieur d'une définition de la «zone protégée») et «services écosystémiques» (à l'intérieur d'une définition de l'« écosystème protégé »). En 2010, le terme «écosystème de grande valeur » y a été introduit (Mora-Vega et al., 2012).

revanche, ils renvoient plus explicitement à des services culturels (soie) et qualité/santé (AB), dans la mesure où le label favorise la préservation de savoirs-faires régionaux ou garantit l'absence de certains types d'agents nocifs pour la santé humaine et animale dans le produit.

Tableau 2a : Services environnementaux-externalité dans les normes des écolabels

Types de SE	Agriculture Biologique (AB) ¹	Rainforest Alliance (RA) ²	Marque privée Landin' Itasy ³
Captation Carbone	Pas de critères spécifiques directs Critères indirects : l'AB en encourageant la fumure organique (mais les engrais minéraux d'origine naturelle sont acceptés) permettrait la captation du carbone dans le sol	Critère spécifique pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et accroître la capture de CO2	Critère spécifique indirect : principe de réserver le label à des produits issus de forêts communautaires gérées selon un plan d'aménagement durable
Services Hydrologiques	Pas de critères spécifiques directs: Critère indirects : - réduction des risques de pollution par exclusion d'engrais et phytosanitaires - pratiques de conservation des sols encouragés	Critères spécifiques pour la conservation de la ressource hydrique, incluant (4) mesures: - programme de conservation d'eau - mesures des volumes utilisés, - système de traitement, - programme de suivi qualité d'eaux	Critère spécifique indirect : conforter des modes de gestion forestiers communautaires durables, susceptibles de fournir des services hydrologiques
Conservation de la Biodiversité	Pas de critères spécifiques directs Critères indirects : L'exclusion de l'usage d'herbicides et de phytosanitaires chimiques permettrait de maintenir une plus forte biodiversité	Principes centrés sur la conservation des écosystèmes et la protection de la vie sauvage (2 et 3). Critères spécifiques : - pour le café, obligation d'avoir des arbres d'ombrage diversifiés dans les systèmes caféier (12 espèces par ha), - pour l'ananas, obligation d'avoir des blocs de forêts autour des plantations d'ananas.	Critère spécifique indirect : conforter des modes de gestion forestiers communautaires durables, susceptibles de maintenir la biodiversité
Beauté scénique et services récréatifs	Pas de critères spécifiques	Pas de critères spécifiques, Critères indirects comme l'établissement et l'entretien de barrière végétale, et le maintien ou la restauration de la connectivité des écosystèmes naturels au niveau des paysages	Pas de critère spécifique

Source: Auteurs à partir des textes des normes des différents labels : 1) pour AB, synthèse des principes des AB; 2) norme RA de février 2010, 3) cahier des charges de la marque Landin' Itasy.

Tableau 2b : Services écosystémiques dans les normes des écolabels

Types de services écosystémiques	Agriculture Biologique (AB) ¹	Rainforest Alliance (RA) ²	Marque privée Landin' Itasy ³
Approvisionnement	oui (garantie d'innocuité)	non	indirect
Régulation	indirect	indirect	indirect
Support	indirect	Oui (habitat)	indirect
Culturels	non	indirect	Oui (savoir-faire)

Source: Auteurs à partir des textes des normes des différents labels : 1) pour AB, synthèse des principes des AB ; 2) norme RA de février 2010, 3) cahier des charges de la marque Landin' Itasy

Les normes portent généralement sur les conditions de fourniture du service, sachant que ce sont seulement les pratiques qui sont contrôlées (obligation de moyens : interdiction de pesticides de synthèse, enrichissement de plantations,...) et non la fourniture de SE en tant que telle (obligation de résultat), ce qui supposerait un suivi d'indicateurs écologiques reflétant un changement de biodiversité, de fixation du carbone, de qualité de l'eau ou de valeur du paysage⁷.

4.2. Mise en œuvre des labels et motivations des acteurs

La mise en place de ces labels s'effectue de manière contrastée en terme de promotion, d'accès et de mobilisation de la part des acteurs locaux (Tableau 3a) et conduisent à des effets différenciés sur les producteurs, les filières et les territoires concernés (Tableau 3b).

Tableau 3a : Caractéristiques de la mise en œuvre des écolabels, promoteurs et ciblage

Label	AB	AB	RA	Landin'Itasy
Pays	Costa Rica	Madagascar	Costa Rica	Madagascar
Produits	Ananas et Café	Vanille	Ananas et Café	Soie Sauvage
Promoteurs	Organisation de producteurs, exportateurs	expert en conservation et parc national	ONG internationale	ONG nationale et plateforme régionale de filière
Motivations des promoteurs	Mettre en place des modes de production sains réduisant les effets sur l'environnement et/ou appui aux petites structures de production	Appuyer économiquement les riverains d'une aire protégée	Conservation des habitats, et biodiversité	Valoriser la filière, promouvoir les petits producteurs et protéger le savoir faire et patrimoine naturel
Ciblage : Acteurs	Producteurs en coopérative	Producteurs professionnels en coopérative	Pas de ciblage	Petits artisans ruraux
Territoires	Pas de ciblage territorial	Ciblage sur territoire spécifique (à enjeux de conservation)	Pas de ciblage territorial	ciblage sur territoire spécifique (à enjeux de conservation)

Sources : Auteurs

⁷ L'absence de résidus de pesticides est garantie dans un produit AB, ce qui confirme un service écosystémique d'approvisionnement qualitatif encouragé par cet écolabel. Comme il n'a pas d'équivalent dans la liste des 4 SE-externalités, il faudrait y ajouter un service environnemental « qualité/santé » attaché non à l'agro-écosystème mais au produit, en tant que part de l'environnement du consommateur.

De la même façon, on devrait adjoindre un service-externalité « patrimonial » pour qualifier les savoirs-faire que le label Landin'Itasy se propose de préserver. Ce SE serait alors attaché non à l'écosystème forestier préservé mais aux producteurs, en tant que part de l'environnement régional.

Tableau 3b : Caractéristiques de la mise en œuvre des écolabels, producteurs et effets locaux

Label	AB	AB	RA	Landin'Itasy
Pays	Costa Rica	Madagascar	Costa Rica	Madagascar
Produits	Ananas et Café	Vanille	Ananas et Café	Soie Sauvage
Motivations des producteurs	Opportunité de marché et/ou survie d'activité des petits producteurs (+ conscience environnementale)	Opportunité d'accroissement de prix de commercialisation	Opportunité de marché (+ conscience environnementale)	Opportunité d'accroissement de prix de commercialisation Opportunité de débouchés plus réguliers
Intérêts économiques observés	Surprix mais insuffisant pour compenser les surcoûts de production et la baisse de productivité par rapport au conventionnel	Surprix élevé certaines années mais irrégulier et revenu mal réparti dans la population de riverains	Surprix (café) et Pas de surprix (ananas) mais permet de maintenir un accès au marché (réponse à la demande)	Surprix prévu mais démarche contestée par certains acteurs de la filière (stratégie arbitraire)
Intérêts environnementaux observés	Changement de pratiques importants des exploitations	Pas de changements de pratiques mais collaboration accrue d'une partie de la population locale avec le personnel de surveillance du parc	Changement réels mais marginaux des pratiques des exploitations	Renforce la gestion communautaire des forêts

Sources : Auteurs

4.2.1. Les promoteurs et leurs motivations

On peut distinguer les labels promus par des acteurs de la filière eux mêmes, tels qu'organisations de producteurs ou exportateurs, et ceux qui sont promus par une organisation de conservation ou d'appui au développement (Tableau 3a).

Quand les promoteurs sont les acteurs de la filière (café et ananas biologique au Costa Rica, soie « LI » à Madagascar), les motivations environnementales ne sont que secondaires, l'objectif premier est d'ordre économique : accroître les opportunités de vente en s'adaptant à une demande spécifique de consommateurs plus aisés ou engagés et en créant une meilleure rémunération de la production.

Ainsi, dans le cas de l'agriculture biologique au Costa Rica, la promotion s'est faite par le biais des organisations nationales de producteurs biologiques ainsi que par des programmes d'appui financés par la coopération internationale. L'appui institutionnel est resté limité. La certification est réalisée principalement par une entreprise de certification nationale accréditée par l'Europe. La motivation des promoteurs est principalement économique (différenciation des produits, valeur ajoutée). Pour les organisations de producteurs des zones marginales en termes de qualité pour le café, il s'agit de répondre aux crises du prix du café. Dans le cas de l'ananas, dont la filière est fortement contrôlée par

l'aval (Vagneron et al., 2009), ce sont principalement les exportateurs qui ont fait la promotion du mode de production biologique afin de répondre à la demande de marchés spécifiques.

Dans le cas de la Marque Landin'Itasy à Madagascar, qui estampille autant les productions de soie de culture que des produits issus de soie « sauvage », à base de cocons d'une espèce endémique associée aux forêts de Tapia, la promotion est conduite par une plateforme régionale des acteurs de la filière et appuyée par des ONG, qui défend une marque collective avec un processus de contrôle de cahier des charges effectué en interne à la filière. Comme un label d'origine, Landin'Itasy cherche à valoriser la typicité de la soie de l'Itasy, l'origine locale de la soie et des cocons sauvages, et le savoir faire local des fileuses, notamment en vue de s'assurer le concours de la population locale aux objectifs et aux activités de conservation des ressources naturelles (Pierre, 2011). Le label vise aussi à satisfaire une clientèle aisée et plus exigeante (notamment touristique et à l'exportation) par une offre de qualité. Des règles portant sur l'économique, le social et l'environnemental sont inscrites dans le cahier de charges : la technique de filature (exclusivement manuelle), le caractère original des intrants (teintures naturelle, cocons locaux), l'adoption des principes du commerce équitable et de la bonne gestion entrepreneuriale. Les produits qui peuvent être labellisés sont les cocons (obligatoirement issus de forêts gérées durablement), les fils et les tissus. Leurs prix dépassent de 25 à 30% les prix des produits génériques, permettant de rembourser les frais du label et de rémunérer tous les acteurs de la filière.

Dans les autres cas, la promotion des labels est le fait des gestionnaires de territoires de conservation et de développement mais aussi d'associations internationales environnementalistes (cas de Rainforest Alliance). Dans ces cas, l'objectif environnemental est beaucoup plus central.

Ainsi, la labellisation biologique de la vanille du parc de Mananara, à Madagascar est promue par le gestionnaire malgache des aires protégées, Madagascar National Parks (MNP), dans le but d'impliquer les populations locales dans la conservation des ressources naturelles en fournissant un appui économique au population vivant en zone périphérique des aires protégées. De fait, la stratégie du MNP vise à une double labellisation, avec l'obtention d'un label reconnu (prioritaire), le label AB, et d'une marque spécifique « MNP » pour les produits des zones périphériques des parcs. Pour l'instant, les exemples se réduisent à une démarche emblématique: le label Bio-Equitable de la vanille produite dans la réserve de Biosphère UNESCO de Mananara-Nord. Depuis 2003, la démarche consiste à

organiser les paysans en coopérative et développer des partenariats avec des acteurs privés. En l'absence d'exportateur spécialisé, le bureau d'étude environnemental qui appuyait MNP dans le cadre d'un programme de l'Union Européenne a changé de statut pour devenir une société d'exportation spécialisée dans les épices de qualité, qui a trouvé un importateur régulier en Suisse. Ainsi, en 2004, naît « l'association des planteurs de vanille de Mananara » qui regroupe alors 135 planteurs dans 9 villages de la réserve de Biosphère. En 2005, ils obtiennent la certification Bio. En 2008, l'association devenue une coopérative, la KOMAM, constituée de 36 groupements et 918 planteurs, est certifiée selon les normes du commerce équitable.

Dans le cas de RA, l'initiative est née de diverses associations à visée conservationniste, avec l'idée de créer une incitation internationale pour des alternatives aux productions intensives polluantes (notamment la banane au départ). Fondé en 1987 aux États-Unis, l'association RA a été accueillie au Costa Rica dès 1989. En 1990, elle est la première à agir dans le secteur agricole avec le programme « banane Eco Friendly ». Ce programme a permis l'élaboration d'une « Norme pour l'Agriculture Durable » (NSA), qui prend essentiellement en charge trois grands axes: la conservation des écosystèmes, la protection de la faune, et les questions sociales. La promotion de ce label s'est faite au travers de l'association RA, qui a eu pour stratégie de créer une demande pour le label en en faisant la promotion auprès des entreprises en aval de la filière (grandes entreprises, exportateurs) puis au niveau des producteurs (grandes puis petites plantations).

4.2.2. La mobilisation de l'outil label par les producteurs et ses effets

La mobilisation des labels par les producteurs diffèrent selon les cas étudiés. Ainsi, la labellisation « bio » a intéressé les petits producteurs de zones marginales au Costa Rica, mais à Madagascar, ce sont les vanilliculteurs de moyenne importance qui se sont mobilisés. Pour le label RA, sont plutôt représentés les grands producteurs que l'ouverture de nouveaux débouchés intéresse.

Dans le cas du café et de l'ananas bio au Costa Rica, les dynamiques d'adoption sont assez comparables. Pour le café, avec seulement 2% de la surface cultivé, le label biologique reste peu mobilisé et stagne, voire recule. La production biologique de café a souvent permis de maintenir de petits producteurs dans les régions marginales suite à la crise des cours mondiaux des années 2000-

2001, mais avec leur reprise depuis 2009, le café biologique est devenu moins rentable en comparaison du conventionnel. Toutefois, ceux qui abandonnent la production Bio s'orientent souvent vers d'autres labels (tels que RA) ou des modèles de production dit « durables », à savoir moins dépendants d'intrants chimiques que le modèle conventionnel mais moins exigeants que l'AB. Pour l'ananas, la production biologique a commencé à partir des années 2000 dans quelques grande unités ainsi que chez quelques petits agriculteurs de groupement de producteurs en région Nord, mais elle reste très marginale (0,55% de la superficie d'ananas en 2007). Comme pour le café, c'est le producteur qui assume tous les risques de prix volatils, et la rentabilité n'est pas au rendez-vous, conduisant à un désintérêt (Romero, 2011).

Dans le cas de la Vanille bio à Madagascar, la KOMAM a introduit tout d'abord une forme de barrière à l'entrée, sous forme de conditionnalités indépendantes des labels: les membres doivent appartenir au territoire de la réserve de biosphère et respecter certains critères de professionnalisme en matière de vanilliculture et d'éthique environnementale : avoir au moins 200 pieds de vanille et 5 ans d'expérience dans la culture et la transformation, ne pas avoir fait l'objet de condamnation pour des délits environnementaux. C'est donc à ces conditions qu'ils peuvent aussi bénéficier de la démarche de certification bio-équitable, ce qui cible *de facto* des planteurs d'expérience éloignés des lisières des noyaux durs forestiers. L'augmentation rapide du nombre d'adhérents à la coopérative depuis sa création témoigne néanmoins de la popularité de cette démarche. Lors des bonnes années, la labellisation permet une plus-value réelle pour les membres, qui ne sont pas soumis à des coûts supplémentaires ayant des pratiques satisfaisant déjà à la norme « bio ». Mais quand le prix de marché augmente, la production labellisée est écoulee sur le marché ordinaire, faute de demande « bio », ce qui provoque l'incompréhension des coopérateurs.

Dans le cas de RA au Costa Rica, les motivations des acteurs à se certifier sont principalement de nature économique, il s'agit principalement de s'assurer un débouché en répondant à la demande d'un acheteur (cas du secteur ananas), ou de diversifier son offre de produits (cas du secteur café). La norme de ce label est perçue par les producteurs comme moins exigeante que celle de l'AB en terme de changement de pratique du fait de la possibilité d'utiliser des pesticides et phytosanitaires. Les grands et moyens producteurs perçoivent la norme RA comme une institution pour la protection de

l'environnement d'abord. Les producteurs qui appliquent déjà la législation sociale et environnementale costaricienne n'ont pas besoin d'effectuer de grands changements dans leurs systèmes de production, ni de faire des investissements coûteux. Cependant, la mise en œuvre de la certification donne quand même l'occasion de faire quelques modifications dans les exploitations. Bien que les producteurs certifiés ne reçoivent aucun avantage de prix (à l'exception des producteurs de café), ils reconnaissent que le label RA permet de conserver l'accès aux marchés sensibles à une image d'entreprise en règle sur le plan social et environnemental. En revanche, les petits producteurs d'ananas ont un autre point de vue. Beaucoup de certifiés, si ils jugent utile et non bureaucratique la procédure de certification, pensent néanmoins quitter cette norme, car i) le prix d'achat ne compense pas les coûts supplémentaires et les efforts pour obtenir et maintenir la certification, ii) il n'y a pas de pression des collecteurs pour acheter des produits certifiés, et iii) le risque élevé est entièrement à la charge des seuls producteurs (Mora-Vega et al., 2012).

Le label Landin'Itasy quant à lui tente de s'intégrer à une filière déjà en place, marquée par une modernisation (notamment des machines à filer) et une réputation bien établie. Suite à l'élaboration du cahier de charges, la plateforme de la filière s'appête à passer aux phases ultérieures (appels à adhésion, etc.). On ne peut donc pas encore évaluer le processus d'adhésion. Cependant, pour l'instant, les acteurs les plus importants de la filière (gros filateurs, tisserands) semblent se désintéresser d'une dynamique dont les cibles affichées sont seulement les petits producteurs du secteur amont (collecteurs de cocons, filateurs manuels) et dont la stratégie a fait peu de cas de leurs préférences.

5 - Discussion

Considérant les écolabels comme des outils favorisant la conservation, il s'agit d'examiner l'efficacité de ces dispositifs à promouvoir la fourniture de SE. Du fait des proximités structurelles entre écolabels et PSE (Le Coq et al., 2011), nous discuterons les résultats observés dans nos études de cas selon les critères d'additionnalité, de risques d'effets de fuite (*leakage*), de pérennité mais également en terme de d'accessibilité et de ciblage, de gouvernance, et d'articulation avec les politiques publiques et les institutions nationales.

5.1 Une additionalité contrastée selon la situation de référence

L'additionalité des dispositifs d'écolabels, entendu comme la capacité du mécanisme à encourager des changements dans les pratiques qui n'auraient pas été opérés par les acteurs économiques en l'absence de ce dispositif (Engel et al., 2008), dépend largement de la situation de référence dans laquelle ces derniers ont été mis en place. Ainsi, dans des pays où les systèmes de production de référence sont très intensifs en usage d'intrants polluants comme ceux du Costa Rica pour l'ananas et dans un moindre mesure le café, la mise en place de l'écolabel représente toujours un changement qui n'aurait pas eu lieu sans la mise en place du label. Par contre, l'ampleur de ce changement et sa dispersion restent à évaluer. A l'inverse, dans des pays comme Madagascar où les systèmes pratiqués ne faisaient pas usage d'intrants pesticides, comme la vanille, l'additionalité de l'adoption du label AB est faible. Mais le cahier des charges canalise désormais les changements de pratiques, empêchant des pratiques nocives d'apparaître à l'avenir y compris dans l'environnement des plantations.

5.2 Des risques de fuites dépendant du contexte

Les risques de fuite c'est-à-dire de déplacement des activités affectant négativement l'environnement hors de la zone de mise en place du dispositif (Engel et al., 2008), dépendent fortement des contextes économique, institutionnel et politique dans lesquels les écolabels sont mis en place. Ainsi, alors qu'au Costa Rica, ce risque est relativement faible, il est bien plus élevé dans le cas de Madagascar. En effet, au Costa Rica, le développement des certifications RA ou AB, n'entraîne pas d'effets de fuite car il n'y a plus de front pionnier du fait d'un développement d'alternatives de revenus non agricoles pour les populations rurales et d'une politique de conservation efficace couplant contrôle légal de la déforestation et incitation financière à conserver la forêt. Cependant, l'adoption d'une production sous label fait baisser la productivité, notamment pour le café (Kilian et al., 2006), ce qui, en l'absence d'un surprix qui le compense totalement, fait baisser le revenu des producteurs. Toutefois, face à cela, la stratégie des producteurs est de revenir à des modes de production conventionnels ou de pratiquer les systèmes de production dits « durables », mais non dans l'extension au détriment de la forêt. En revanche, à Madagascar, les risques de fuites sont importants du fait d'une faible capacité de contrôle de la loi notamment en période de crise de l'Etat (crise récurrente depuis les plans d'ajustements

structurels), et de la mauvaise situation économique des producteurs non labélisés, qui n'ont pas d'autres opportunités de revenu que ceux tirés de l'agriculture itinérante sur brûlis ou de l'exploitation des ressources naturelles. Dans le cas de la marque Landin'Itasy, le risque de fuite est particulièrement important car l'exclusivité annoncée de l'approvisionnement en cocons dans la région semble difficilement contrôlable, et qu'avec une population de papillons en grave déclin dans la zone, le recours croissant à des cocons venant d'autres régions non contrôlées est inéluctable.

5.3. Une permanence des effets soumise aux aléas des marchés

La permanence des effets des labels en terme de production de SE, entendu comme la capacité de ces dispositifs à générer des effets sur le long terme et au-delà de la fin de leur mise en œuvre (Engel et al., 2008), est discutable dans les cas étudiés. Ainsi, au Costa Rica où la production biologique est difficilement rentable en comparaison de la production conventionnelle très compétitive, les producteurs sont enclins à délaisser ce mode de production dès que les prix internationaux augmentent, et/ou que les différentiels de prix entre produits biologiques et conventionnels se réduisent. Toutefois, s'ils délaissent la certification, les producteurs maintiennent souvent une partie du cahier des charges du label, celle qu'ils jugent moins contraignante, donnant ainsi une certaine pérennité aux effets du label.

5.4. Accessibilité et enjeu d'un ciblage pertinent

A la différence de dispositifs tels que les PSE qui permettent le ciblage des bénéficiaires et des territoires concernés, les écolabels par nature ne permettent pas le ciblage d'acteurs ou d'espaces particuliers. Il y a toutefois un ciblage *de facto* lié à la nature et à la stratégie des promoteurs des écolabels, à la production concernée et à l'accessibilité de la norme pour les producteurs (dépendant du cahier des charges et de la situation de référence). Ce ciblage *de facto* peut ne pas être pertinent en terme d'espaces critiques pour la fourniture de SE, ou d'acteurs fournisseurs de SE dans le territoire. Ainsi, dans le cas du Costa Rica où la mise en œuvre de labels s'effectue de manière a-territoriale dans les filières analysées, le ciblage *de facto* conduit à une répartition très atomisée des zones de production sous label au sein du territoire national et donc à une absence de focalisation sur les zones

optimales pour la fourniture de certains SE qui dépendent de caractères spatiaux comme la biodiversité (non ciblage sur les corridors biologiques ou abords de parcs naturels) ou les services hydrauliques (non ciblage sur les bassins versants). Dans le cas de Madagascar, où la promotion des écolabels est faite de manière territorialisée par les promoteurs (autour de zones de parc notamment), le processus de sélection *de facto* conduit toutefois à cibler des acteurs n'ayant pas d'impact sur la fourniture de SE. C'est le cas pour la filière vanille bio-équitable dans le parc de Mananara où le processus de sélection *de facto* des producteurs, lié aux critères imposés par la KONAM en terme de lieu de résidence, de professionnalisme et d'éthique environnementale conduit à privilégier l'accès à la certification aux producteurs inclus dans la réserve de biosphère mais éloignés des lisières de forêt, proches de la ville et des voies de communication, et qui sont justement ceux qui ont déforesté dans les années 1970 et sont aujourd'hui les mieux dotés en capital social et humain. Par contre, il exclut les jeunes et les habitants des villages enclavés au contact de la forêt, en recherche de terres, de vivres et de salaires et dont la situation précaire constitue la principale menace pour la forêt restante.

5.5. Gouvernance et enjeux du développement du label

La qualité et la légitimité de la gouvernance de l'écolabel sont des facteurs déterminants pour la viabilité du modèle économique du label⁸ et de son développement. Elles déterminent *in fine* la capacité de fourniture de SE dans un territoire donné. En effet, en l'absence d'un nombre suffisant d'acteurs et d'espaces de production suivant le cahier des charges dans un territoire donné, l'effet en terme de SE peut être très limité (dispersion, effets de seuil). Or cela dépend de la capacité à faire adhérer de nombreux acteurs, donc du système économique du label plus ou moins attractif mais aussi du caractère inclusif ou exclusif de sa gouvernance.

Le cas de la marque LI est à ce titre particulièrement exemplaire des problèmes que peut rencontrer un dispositif de label émergent du fait d'une gouvernance mal adaptée. Ainsi, le cahier des charges du label a été élaboré par la plateforme VMSL (censée représenter l'ensemble des acteurs de la filière) en ciblant les petits producteurs proches des forêts de Tapia pratiquant la collecte ou la production de

⁸ Celui-ci dépend de la capacité de faire adhérer les producteurs à des nouvelles pratiques, donc que celles-ci soient rémunérées (durablement) selon l'effort additionnel consenti. Il dépend de deux facteurs, la capacité à générer un premium ou une demande de marché attractive, et le coût additionnel généré par l'adoption du cahier des charges.

cocons et la filature manuelle. Mais, dans ce processus, les acteurs les plus puissants de la filière, à savoir les artisans urbains pratiquant le filage et le tissage à la machine, et détenteurs du savoir-faire réputé auprès des consommateurs en matière de tissage, n'ont pas été intégrés dans le processus et sont aujourd'hui exclus du label qui ne reconnaît que le filage et le tissage manuel. Sans l'intégration de ces acteurs, le développement de la filière labellisée est faible. La durabilité du modèle économique est en outre doublement limitée : la ressource naturelle (cocons) sur laquelle est basé le modèle est proche de l'extinction, et en aval, la fréquentation touristique en crise ne permet pas l'activation de la chaîne labellisée. En l'absence d'une population significative d'adoptants, les effets en terme de production de SE seront très limités.

A l'inverse, le système RA ou de l'AB montrent des exemples de modèles de gouvernance légitime et de qualité qui permet aux différents acteurs de la filière d'être impliqués dans la construction de la norme. Ainsi, la définition et la révision de la norme du label RA se fait régulièrement sur la base de consultations ouvertes et auprès d'acteurs concernés (producteurs, coopératives, scientifiques,...). Par ailleurs, la stratégie de promotion du label RA intègre des actions pour convaincre l'ensemble des acteurs importants des grandes filières-cible, et en particulier de puissants groupes agro-alimentaires internationaux fortement décriés pour leur pratiques, mais qui par leur pouvoir de marché et recherche d'image ont des effets de levier importants en termes de volumes d'achat et de surfaces concernées.

Au Costa Rica, le modèle économique de RA est satisfaisant : les coûts du producteur à maintenir la certification sont équilibrés par les gains en termes d'accès au marché, ce qui conforte la croissance de ce label et sa fourniture potentielle de SE. En revanche, bien que solidement établi, le modèle de l'AB se heurte à des difficultés de maintien du fait de problèmes de fertilité des terres. En régression, l'AB devient marginale ce qui limite ses effets globaux en terme de production de SE au Costa Rica.

5.6. Contexte institutionnel et enjeu d'articulation entre instruments

Le contexte institutionnel et politique apparaît comme un facteur déterminant en matière de capacité des écolabels à fournir des SE. L'articulation avec les politiques environnementales nationales ou territoriales est ainsi un enjeu majeur.

Le cas de la filière vanille bio-équitable dans le parc de Mananara illustre bien ce point. En effet, si l'effet principal de ce dispositif pour la conservation est une meilleure implication des populations locales à la surveillance du parc, cette surveillance accrue n'a plus d'effet sur la protection de la ressource et le maintien de la biodiversité en période de crise de l'Etat, qui conduit à une réduction du contrôle des lois au niveau national. Dans un tel contexte, la labellisation d'une production comme la vanille, seule, ne peut suffire à réduire la déforestation, et peut même provoquer des effets pervers, en maintenant ou accroissant les inégalités économiques et en réduisant la cohésion sociale à l'échelle du territoire. L'articulation de la mise en place du label avec des politiques territoriales d'emplois et de formation permettant de limiter la différenciation sociale serait ainsi nécessaire pour garantir la protection des ressources naturelles. Dans le cas du Costa Rica, le développement des filières AB ou RA bénéficie à l'inverse d'un état de droit et de politiques environnementales incitatives. Ainsi, par exemple, les producteurs RA peuvent toucher des PSE sur leurs parcelles de forêt conservées autour des plantations d'ananas et les producteurs biologiques de café peuvent recevoir des PSE d'Etat pour les arbres plantés sur leur système agro-forestier. Une véritable synergie entre dispositifs de labels et de PSE peut alors apparaître.

6. Conclusion

Alors que les écolabels sont souvent classés comme des instruments de marché pour la conservation, comme les PSE, la notion de SE reste faiblement mobilisée explicitement par les acteurs qui définissent, promeuvent ou mettent en place ces labels. Néanmoins, les cahiers des charges de ces labels incluent de manière implicite le maintien ou l'augmentation des SE, directement ou indirectement.

L'analyse de la mise en place de différents labels publics ou privés, à vocation environnementale dans deux pays contrastés du Sud permet de mettre en évidence quelques limites de ces dispositifs pour la fourniture de SE et de discuter des conditions nécessaires pour en améliorer l'efficacité. Ainsi, à l'instar des PSE mais pour des raisons différentes, nous montrons que les écolabels présentent des limites en terme d'additionnalité qui dépendent de la situation de référence, de risques de fuites qui

dépendent du contexte économique, institutionnel et politique, et de permanence de leur effets qui dépend des dynamiques de marchés internationaux.

Nous identifions également trois points clés dont dépend l'efficacité environnementale des écolabels dans leur contexte. Le premier concerne le ciblage des espaces et des acteurs, qui, non inclus dans la démarche des labels, est souvent le fruit *de facto* d'un processus dépendant fortement des promoteurs locaux de ces labels et de l'accessibilité résultant des cahiers de charges et de la situation de référence. Ce manque de ciblage limite largement les bénéfices potentiels en terme de fourniture de SE par ces instruments. Le second concerne la qualité et la légitimité de la gouvernance dont dépend partiellement le modèle économique qui détermine l'ampleur de l'adoption du label et donc la capacité du label à générer des effets de masses en terme de production de SE sur un territoire. Enfin, le troisième point concerne le contexte institutionnel et des politiques publiques, la présence d'autres dispositifs et leurs possibles articulations avec la mise en œuvre des labels : parcs et labels, PSE et labels, etc.

Toutefois, si les limites des dispositifs de label pour la fourniture de SE présentent des similitudes avec d'autres outils de marché pour la conservation tels que les PSE, la complémentarité entre ces deux outils est encore peu exploitée dans le secteur agricole et pourrait constituer une piste intéressante pour consolider les efforts de conservation en milieu rural.

Remerciement

Les auteurs remercient les acteurs rencontrés aux cours des travaux de terrains au Costa Rica et à Madagascar, ainsi que le projet ANR SERENA qui a financé ce travail.

Références bibliographiques

- Andriamahefazafy F., C. Bidaud, Ph. Méral, J. Monnery, G. Serpantié, A. Toillier, 2012 - L'introduction de la notion de Service environnemental dans les dispositifs de gestion environnementale à Madagascar. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, numéro spécial. [En ligne], Volume 12, numéro 3 | décembre 2012, mis en ligne le 15 décembre 2012.
- Aznar O., Guérin M., Perrier-Cornet P. (2007). *Agriculture de services, services environnementaux et politiques publiques : éléments d'analyse économique*. Revue d'Économie Régionale & Urbaine, n°4, 573-587.
- Aznar O., Perrier-Cornet P. (2003). *Les services environnementaux dans les espaces ruraux. Une approche par l'économie des services*. Economie Rurale, n°273-274:La multifonctionnalité de l'activité agricole, 153-168.
- Ballet J., Lopez P., Rahaga N. (2010). *L'exportation de bois précieux (Dalbergia et Diospyros) « illégaux » de Madagascar : 2009 et après ?* Madagascar Conservation & Development, n°5:2, 16-22.
- Bertrand A., Rabesahala Horning N., Montagne P. (2009). *Gestion communautaire ou préservation des ressources renouvelables : Histoire inachevée d'une évolution majeure de la politique environnementale à Madagascar*. VertigO, n°9:3.
- Cavrois A. (2009). *Biodiversité & Signes de reconnaissance agricoles: Quelle prise en compte de la biodiversité dans les marques labels et certification de production agricoles*. Paris, Comité français de l'UICN, 173 p.
- Chervier C. (2011). *Revue de la littérature sur les aires protégées et les labels et lien avec la notion de service environnemental (SE)*. Montpellier, SERENA, 35
- Costanza R., d'Arge R., deGroot R., Farber S., Grasso M., Hannon B., Limburg K., Naeem S., Oneill R. V., Paruelo J., Raskin R. G., Sutton P., vandenBelt M. (1997). *The value of the world's ecosystem services and natural capital*. Nature, n°387:6630, 253-260.
- Daily G. C. (1997). *Introduction: what are ecosystem services*. in: Nature's Services. Daily G.C. (Ed.), Washington, Island Press: 1-10.
- Engel S., Pagiola S., Wunder S. (2008). *Designing payments for environmental services in theory and practice: An overview of the issues*. Ecological Economics, n°65:4, 663-674.
- Evans S. (1999). *The Green Republic: A Conservation History of Costa Rica*, University of Texas Press, 335 pages.
- Gallastegui I. G. (2002). *The use of eco-labels: a review of the literature*. European Environment, n°12, 316-331.
- Ghazoul J. (2011) *Landscape labeling: combining certification with ecosystem service conservation at landscape scales*. In: *Ecosystem Services and Global Trade of Natural Resources - Ecology, Economics and Policies*. Koellner T. (eds), Routledge, p. 242-261.
- Ghazoul J., Garcia C., Kushalappa C.G. (2009)., *Landscape labeling : A concept for next generation payment for ecosystem service scheme*, Forest ecology and management, n°258, pp. 1889-1895
- Grolleau G., Ibanez L., Mzoughi N. (2011). *Les programmes d'éco labellisation face aux motivations égoïste ou altruistes des consommateurs et à la nature publique ou privée des attributs environnementaux*. INRA, n°4.

- Kilian B., Jones C., Pratt L., Villalobos A. (2006). *Is sustainable agriculture a viable strategy to improve farm income in Central America? A case study on coffee*. Journal of Business Research, n°59:3, 322-330.
- Le Coq J.-F., Soto G., González Hernández C. (2011). *PES and Eco-Label. A comparative analysis of their limits and opportunities to foster environmental services provision*. in: Ecosystem services from agriculture and agroforestry : measurement and payment. Rapidel B., DeClerk F., Le Coq J.-F., Beer J., Londres, Earthscan Publications: 237-264.
- MEA (2005). *Ecosystems and human well-being. Biodiversity synthesis*, Island Press.
- Méral P. (2012). *Le concept de service écosystémique en économie : origine et tendances récentes* Natures Sciences Sociétés, n°20, 3-15.
- Mollard A. (2002). *Multifonctionnalité, Externalités et territoire*. Les cahiers de la multifonctionnalité n°1.
- Mora-Vega R., Saenz-Segua F., Le Coq J.-F. (2012). *The implementation of a certification system in the agricultural sector of Costa Rica: the case of Rainforest Alliance Certified (RAC)* XIII World Congress Of Rural Sociology, July 29 August 4, 2012,, Lisbon, Portugal.
- Pagiola S., Bishop J., Landell-Mills n., (Eds) (2002). *Selling Forest Environmental Services. Market-based Mechanisms for Conservation and Development*. London, Earthscan publication, 299.
- Pierre R. (2011). *La prise en compte de la notion de Service Environnemental dans les Labels : L'exemple de Madagascar*. Master 2 professionnel Géographie, Université de Bordeaux 3.
- Pirard R. (2012). *Market-based instruments for biodiversity and ecosystem services: A lexicon*. Environmental Science & Policy, n°19-20, 59-68.
- Romero C. (2011). *El uso de contratos y grados y estándares en la producción de piña: el caso de la Región Huetar Norte de Costa Rica*. Tesis de grado M.Sc., Universidad de Gottingen.
- Steinberg P. F. (2001). *Environmental Leadership in Developing Countries. Transnational Relations and Biodiversity Policy in Costa Rica and Bolivia* Londres, Massachusetts Institute of Technology 280.
- Vagneron I., Faure G., Loeillet D. (2009). *Is there a pilot in the chain? Identifying the key drivers of change in the fresh pineapple sector*. Food policy, n°34 5, 437-446.
- Wunder S. (2005). *Payment for Environmental Services: Some Nuts and Bolts*. Bogor, CIFOR, Occasional Paper n°42, 24 p.
- Wunder S., Engel S., Pagiola S. (2008). *Taking stock: A comparative analysis of payments for environmental services programs in developed and developing countries*. Ecological Economics, n°65:4, 834-852.

Documents de Travail Art-Dev :

- 2012-01 Sourisseau JM, Bosc PM, Fréguin-Gresh S, Bélières JF, Bonnal P, Le Coq JF, Anseeuw W, Dury S, 2012. Représenter la diversité des formes familiales de la production agricole. Approches théoriques et empiriques.
- 2012-02 Michel, S., Randriamanampisoa H. La pauvreté multidimensionnelle au prisme du microcrédit.
- 2012-03 Ricci, F. Traps due to negative externalities arising from the uneven spatial distribution of innovative activities.
- 2012-04 Chevalier, P. Quels effets des réglementations nationales dans la programmation LEADER dans l'Union Européenne ?
- 2012-05 Meuriot, V, Analyse critique de l'économétrie des séries temporelles moderne.
- 2013-01 Giordano, T., Multilevel integrated planning and greening of public infrastructure in South Africa
- 2013-02 Meuriot, V, Diallo A.S., A comment on "Liberalization and food price distribution: ARCH-M evidence from Madagascar" (Barrett, 1997)
- 2013-03 Ghiotti, S., Riachi, R., La gestion de l'eau au Liban : une réforme confisquée ?
- 2013-04 Malizard, J., Is There Military Keynesianism? An Evaluation of the Case of France Based on Disaggregated Data.
- 2013-05 Poncet, C., Risque et flexibilité dans la gestion des opérateurs en capital-risque : Réflexions autour des critères d'intervention.
- 2013-06 Poncet, C., Le développement des opérateurs en capital-risque : le poids du contexte institutionnel.
- 2014-01 Bourgeois, R., The State of Foresight in Food and Agriculture: Challenges for Impact and Participation
- 2014-02 Bourgeois, R., Food (In)security: the New Challenges Ahead
- 2014-03 Bourgeois, R., Farmers Moving out of Poverty: What are the Challenges?
- 2014-04 Bourgeois, R., Constructive Destruction: What has to be Changed?

UMR 5281 ART-Dev – site Saint-Charles
rue Henri Serre – 34 090 Montpellier
tél. : 33 (0)4 67 14 71 07
artdev@univ-montp3.fr
<http://recherche.univ-montp3.fr/artdev>



Documents de Travail Art-Dev :

2014-05 Charlier, D., Efficacité énergétique dans le bâtiment et paradoxe énergétique : quelles conséquences pour la transition énergétique ?

2014-06 Charlier, D., Energy-Efficient Investments in the Housing Sector: Potential Energy Savings vs. Investment Profitability. An Empirical Analysis

2014-07 Charlier, D., Split Incentives and Energy Efficiency: Empirical Analysis and Policy Options

2014-08 Pesche D., Le Coq J.F., Costa Rican Payment for Environmental Services : between international and national influence, a feedback analysis

2014-09 Malizard, J, Droff, J., Economic versus Strategic Constraints: the Asymmetric Behaviour of Defense Spending in France

2014-10 Dachary-Bernard, J., Rivaud, A., Evaluation des préférences des touristes en matière d'aménagement des zones côtières : regard sur et par l'ostréiculture

2014-11 Le Coq, J-F., Sáenz-Segura , F., Salazar, J.A.V., Agriculture familiale dans le canton de Guatuso, Costa Rica

2014-12 Cortes, G., Fréguin-Gresh, S., Guétat-Bernard, H., Sourisseau, J-M., Les Systèmes Familiaux Multi-localisés : un modèle d'analyse original des ruralités aux Suds

2014-13 Bélières , J-F., Agriculture familiale et politiques publiques au Mali

2014-14 Le Coq JF., Pesche D., Legrand T., Saenz F., Politique publique et changement climatique: une lecture par les coalitions de cause du Programme de Paiement pour Services environnementaux au Costa Rica.

2104-15 J-F. Le Coq, G. Serpantié, F. Andriamahefazafy, F. Saenz-Segura, R. Mora-Vega, R. Pierre, 2014, Les écolabels fournissent-ils des services environnementaux? Enseignements de filières agricoles au Costa Rica et Madagascar.

UMR 5281 ART-Dev – site Saint-Charles
rue Henri Serre – 34 090 Montpellier
tél. : 33 (0)4 67 14 71 07
artdev@univ-montp3.fr
<http://recherche.univ-montp3.fr/artdev>

